



Strategies d'ETA: nouvelles perspectives (ETA strategies: new prospects)

OÑATI SOCIO-LEGAL SERIES FORTHCOMING

DOI LINK: [HTTPS://DOI.ORG/10.35295/OSLS.IISL.2099](https://doi.org/10.35295/OSLS.IISL.2099)

RECEIVED 14 MAY 2024, ACCEPTED 4 NOVEMBER 2024, FIRST-ONLINE PUBLISHED 20 DECEMBER 2024

CAROLINE GUIBET LAFAYE* 

Résumé

Euskadi Ta Askatasuna (ETA), organisation clandestine constituée à la fin des années 1950, s'est dissoute après soixante années d'existence. À ce jour, toutes les études statistiques la concernant ont été produites à partir du recensement de ses victimes. Nous avons constitué une base de données originale de ses actions à partir de laquelle il s'avère possible de mettre en évidence les limites de certains choix méthodologiques et de proposer une analyse affinée des options stratégiques du groupe sur l'ensemble de son existence. La présente étude contribue ainsi à reconsidérer les phases de son action militaire, c'est-à-dire sa stratégie, ainsi que l'évolution des cibles visées par le groupe clandestin. L'analyse de cette évolution permet de préciser les tournants stratégiques d'ETA à partir d'une perspective plus large que celle des seules victimes.

Mots-clefs

ETA; violence clandestine; stratégie militaire; Pays basque; base de données

Abstract

Euskadi Ta Askatasuna (ETA) a clandestine organisation formed in the late 1950s, dissolved after sixty years of existence. To date, all the statistical studies concerning it have been produced on the basis of a census of its victims. We have built up an original database of its actions from which it is possible to highlight the limits of certain methodological choices and to propose a refined analysis of the group's strategic options over its entire existence. The present study thus contributes to reconsidering the phases of its military action, i.e. its strategy, as well as the evolution of its targets. Analysis of this evolution makes it possible to clarify ETA's strategic turning points from a broader perspective than that of the victims alone.

* Caroline Guibet Lafaye. CNRS – Lisst, University of Toulouse - Jean Jaurès. 5 allées Antonio Machado, 31058 Toulouse (Francia). Email: caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr

Key words

ETA; clandestine violence ; military strategy ; Basque Country ; databases

Table of contents

1. Introduction	4
2. Constitution de la base de données	6
2.1. Description des sources utilisées	6
3. Offensives et contre-offensives.....	7
3.1. Phases de l'action militaire d'ETA	7
3.2. La violence, un instrument politique	12
3.3. Action-négociation-action	14
4. Évolution du ciblage	19
4.1. Une stratégie de discrimination des cibles constante	19
4.2. De l'attaque des FSE au personnel politique ?.....	20
5. Conclusion.....	23
Références.....	24
Annexe 1. Références des sources ayant été utilisées dans la constitution de la base de données	28
Annexe 2	30

Je dis que la violence appelle la violence. Cependant, comme Gandhi, je préfère voir mon peuple sur le pied de guerre que de le voir disparaître. (...) Tant que nous serons des enclumes nous supporterons, dès que nous serons des marteaux, nous frapperons. (...) Manzanas, Eymar et d'autres individus aussi vils ont repris leurs anciennes habitudes et refont les mêmes erreurs. Je voudrais les avertir par ces mots qu'ils paieront cher leurs crimes (...). Le Pays basque, comme Israël, est petit. Et Eichmann a été arrêté et exécuté » (Madariaga, Zutik, cité in Nuñez 1993a, pp. 79-80).
(Lee Dema, Founder of St Matthew's youth project, Brixton, London)

1. Introduction

Euskadi Ta Askatasuna (ETA), fondée en décembre 1958¹ et auto-dissoute en mai 2018, s'est déployée dans un contexte où la violence politique légale et illégale était de mise des deux côtés des Pyrénées.² Entre 1960 et 2014, on comptabilise, au Pays basque, 927 victimes mortelles dont 67 sont le fait de l'antiterrorisme.³ De 1960 à 2013, entre 2 300 et 2 600 personnes sont blessées par les différents groupes clandestins se revendiquant d'ETA (ETA-politico-militaire [ETA-pm], ETA-militaire [ETA-m], ETA-VIIe assemblée, ETA-VIIIe assemblée) ainsi que de l'extrême gauche.⁴ 746 doivent être attribuées aux forces de sécurité de l'État et 426 aux groupes paramilitaires et d'extrême droite (Carmena *et al.* 2013, 14). En dépit du nombre de victimes réalisées, ETA est considérée comme une organisation ayant pratiqué la violence politique de façon « relativement sélective ».

En mars 1963, se tient la IIe Assemblée d'ETA durant laquelle est adoptée la lutte armée comme méthode d'action. La révolution cubaine et la participation du Che,⁵ la guerre de guérilla constituent alors des références, tout de même que la résistance en Algérie, en Tunisie et à Chypre. Cette logique s'approfondit avec la IIIe Assemblée d'ETA, en mars-avril 1964, qui se tient près de Bayonne au cours de laquelle le document *La insurrección en Euskadi* (L'insurrection au Pays basque, 1964), qui théorise les fondements de la guerre révolutionnaire, est approuvé. La violence est conçue comme une nécessité, bien qu'elle soit systématiquement subordonnée à une idéologie, à un dessein politique. Au cours de la IVe Assemblée d'ETA (1965), émerge le principe

¹ Voir Madariaga 1984. Jusqu'au début de l'année 1959, le groupe ne diffuse ni son nom ni ne fait connaître son existence par mesure de sécurité.

² Sur l'abandon des armes par le groupe, voir Urteaga 2022.

³ « Informe sobre la situación procesal de los atentados perpetrados por organizaciones terroristas con resultado de muerte entre 1960 y 2014. Caso vasco » : 55.

⁴ Au milieu des années 1970, ETA-pm se divise en une branche militaire et une branche principalement politique ou politico-militaire. On a coutume de considérer que les militants d'ETA-m voulaient que l'organisation se concentre sur les actions militaires révolutionnaires, alors que ceux d'ETA-pm préféraient donner la priorité aux considérations politiques (Della Porta 2013, 164). Au début des années 1980, ETA connaît une certaine fragmentation. En février 1982, se tient la VIIIe Assemblée d'ETA au cours de laquelle s'opère une scission entre deux groupes : d'une part les militants favorables au maintien de la trêve, initiée en 1981 par ETA-pm, ainsi qu'à l'abandon de la voie militaire, et, d'autre part, ceux – majoritaires – favorables à la poursuite de cette dernière et dénommés les « octavos ». Assez rapidement toutefois, des tensions éclatent parmi ceux-ci entre des éléments favorables à demeurer un groupe indépendant et des militants privilégiant le lien avec ETA-m. Au début de l'année 1983, ces derniers forment la VIIIème Assemblée ETA-pm pro-KAS (*Koordinadora Abertzale Sozialista*, voir infra note 36). Voir ETA, Resoluciones de la VIII Asamblea, février 1982 ; Domínguez Iribarren 1998, 40.

⁵ Che Guevara, révolutionnaire d'origine argentine, a participé à la Révolution cubaine aux côtés de Fidel Castro.

de « la spirale action-répression-action ».⁶ Il est théorisé par De Zunbeltz en 1967 dans le texte *Hacia una estrategia revolucionaria vasca* (Vers une stratégie révolutionnaire basque). En mars 1967, au cours de la Seconde Partie de la Ve Assemblée d'ETA, ce principe stratégique est adopté et approuvé officiellement. Il retrouve une actualité en 1974 avec la publication de *Fines y medios en la lucha de liberación nacional* (Objectifs et moyens de la lutte de libération nationale) de De Zunbeltz. Ce principe s'appuie sur l'idée qu'

à partir de la décennie des années 1950, la violence exercée contre le peuple basque par les forces de répression espagnoles a été intégrée comme un autre élément du processus révolutionnaire basque. Les interdictions, les amendes, les personnes envoyées en exil, les tortures, les condamnations des tribunaux spéciaux, les contrôles massifs de la population, etc. permirent aux masses de prendre conscience de qui était leur ennemi. (Letamendia 1975)

Du point de vue de l'idéologie et de l'action révolutionnaires, la stratégie de l'« action-répression-action » se conçoit conformément à l'idée que « la répression et l'action révolutionnaire grandissent ensemble et se conditionnent mutuellement. (...) À partir de nouvelles conditions, les moyens de répression produisent de plus fortes actions révolutionnaires ; et comme les actions révolutionnaires sont, à leur tour, contestées avec des moyens de répression encore plus spectaculaires, s'opère un processus en spirale où l'activité révolutionnaire et la répression se propulsent à chaque fois à des niveaux plus élevés. C'est à l'État oppresseur que ce processus d'action-répression-action nuit le plus, c'est-à-dire à la classe dominante qui agit à travers lui. En effet, les moyens dont dispose un État pour réprimer les masses, quand bien même ils sont nombreux, demeurent limités » (De Zunbeltz 1969, p. 81 *et sqq.*, cité in Letamendia 1975, p. 311). Nous verrons toutefois que l'action militaire d'ETA n'a pas toujours reposé sur cette stratégie. Pour comprendre les évolutions de cette dernière, nous avons mené une étude minutieuse de ses actions à partir d'une base de données originale permettant de montrer que les choix méthodologiques des études jusqu'à présent menées ont des incidences historiographiques et analytiques sur l'étude de la violence politique.

La comparaison des résultats issus de deux bases de données, dont l'une mise au point par nos soins,⁷ permet d'appréhender des divergences dans l'appréhension de la stratégie armée d'ETA. La stratégie des groupes illégaux se laisse saisir à la fois à partir des déclarations qu'ils rendent publiques aussi bien que par les opérations menées. Toutefois l'élaboration de données susceptibles de témoigner de ces dernières résulte de choix méthodologiques qui ne sont pas neutres, selon que l'attention est portée aux actions planifiées (menées à bien ou déjouées), aux victimes (morts et/ou blessés) voire

⁶ « Suponemos una situación en la que una minoría organizada asesta golpes materiales y psicológicos a la organización del Estado haciendo que este se vea obligado a responder y reprimir violentamente la agresión. Supongamos que la minoría organizada consigue eludir la represión y hacer que esta caiga sobre las masas populares. Finalmente, supongamos que dicha minoría consigue que en lugar de pánico surja la rebeldía en la población de tal forma que esta ayude y ampare a la minoría en contra del Estado, con lo que el ciclo acción-represión está en condiciones de repetirse, cada vez con mayor intensidad » (De Zunbeltz 1965). Sur cette notion, voir Letamendia 1975, 389-392.

⁷ L'autre est la *Domestic Terrorist Victims* mise au point par De la Calle et Sánchez-Cuenca (2004), sur laquelle nous reviendrons. Pour une lecture critique de l'élaboration des bases de données concernant ETA, voir Guibet Lafaye et Brochard 2020, Guibet Lafaye 2021.

aux membres impliqués dans ces opérations ou dans les arrestations qu'elles ont pu susciter. En particulier s'agissant, d'une part, de l'évolution des options stratégiques d'ETA à travers le temps et, d'autre part, de l'effet des politiques antiterroristes sur son activité, les résultats que proposent l'une et l'autre base conduisent à des conclusions divergentes. La présente étude contribue donc, à partir de considérations méthodologiques récentes et renouvelées, à reconsidérer l'historiographie du groupe.

Après avoir exposé les éléments sur lesquels nous nous sommes appuyés pour constituer une base de données originale des opérations d'ETA – et non exclusivement de ses victimes – qui permet d'en comptabiliser 3150, nous étudierons dans le détail les phases de l'action militaire du groupe ainsi que ses opérations de ciblage pour comprendre le sens du recours à la violence politique et son évolution. Cette approche méthodologique innovante, fondée sur une objectivation plurielle et complexe des actions du collectif, autorise une appréhension de la violence politique clandestine neuve et plus fine que celles proposées jusqu'alors.

2. Constitution de la base de données

2.1. Description des sources utilisées

La base de données que nous avons réalisée, recensant l'ensemble des actions menées par ETA, s'appuie sur plusieurs types de sources :

1. Elle s'est en premier lieu nourrie de bases de données existantes notamment de celle du *Global Terrorism Database* (GTD)⁸ mais pas exclusivement (voir Annexe 1).
2. Nous avons également retenu les bases de données répertoriant les victimes du terrorisme basque en prenant soin de ne retenir que les victimes faites par ETA (ETA-m et ETA-pm) à l'exclusion de tout autre groupe.⁹
3. Nous avons exploité les quotidiens nationaux et régionaux, en castillan, français, anglais et en langue basque (*euskara*) ;
4. la presse (en réalisant des extractions à partir de la mention « ETA » et en excluant tous les items non pertinents), opération omise par GTD ;¹⁰
5. les sources gouvernementales du ministère de l'Intérieur espagnol ;

⁸ Nous avons procédé à un travail à la fois de nettoyage et de complément de la base GTD dans la mesure où, d'une part, aucune donnée n'a été collectée pour l'année 1993 et, d'autre part comme nous l'avons souligné, elle compile au moins 79 actions qui ne sont pas le fait d'ETA (qu'elles soient imputables au groupe clandestin du Pays basque nord *Iparretarrak*, à celui du Pays basque sud *Iraultza*, à *Gatazka* (mouvement révolutionnaire socialiste de libération nationale) ou à la *kale borroka* (i.e. à la guérilla urbaine des années 1990-2000). Dans certains cas, elle associe les actions d'ETA à celles des groupes paramilitaires d'extrême droite (ex : attentats du 29 mai 1994 à Muskiz et Artxanda) qui conduisent à la mort de membres d'ETA. Dans cette base, la responsabilité de 321 actions n'a pu être éclaircie et ne peut donc être imputée à ETA.

⁹ Il s'agit du *Colectivo de Víctimas del Terrorismo* (COVITE, <https://covite.org>), de l'*Asociación de Víctimas del Terrorismo* (AVT, <https://avt.org/es>), d'AROVITE (Archivo Online sobre la Violencia Terrorista en Euskadi : <https://www.arovite.com/es/bases-de-datos/>), des documents produits par le gouvernement basque : *Clarificación del pasado* (2016).

¹⁰ En particulier les quotidiens *El País*, *El Mundo*, *Diario Vasco*, *El Correo*, *ABC*, *El Norte de Castilla*, *EITB*, *El Periódico*, *La Información*.

6. les documents produits par la gauche abertzale et par l'organisation clandestine elle-même.

Les sources ont été systématiquement croisées pour pallier l'absence de revendication et à l'attribution fautive au groupe clandestin d'actions non revendiquées. Elles sont systématiquement répertoriées en Annexe 1. Nous avons retenu à la fois les actions militaires, qu'elles aient réussi ou échoué,¹¹ mais également, pour les premières décennies d'existence d'ETA, toutes les actions illégales susceptibles d'attirer la répression. Les premières opérations clandestines n'ont pas fait de victime et peuvent sembler insignifiantes qu'il s'agisse de graffiti, d'accrochages du drapeau basque (*ikurriña*) alors interdit, de distributions de tracts. Pourtant les fondateurs du groupe (voir De Zunbeltz 1968, 106-107, Madariaga 1984, 7-9) ainsi que les documents officiels rappellent les risques qu'encourraient leurs auteurs.¹² Ces actions ont été fondatrices du groupe clandestin. Elles ont éveillé la conscience de la population sur la possibilité d'une résistance à la répression. Du fait de leur illégalité, elles ont déclenché des vagues d'arrestations¹³ qui justifient qu'elles figurent dans la base de données.

Dans l'exploitation de cette base de données et contrairement à ce qui a souvent été le cas antérieurement (Barros 2003, De la Calle et Sánchez-Cuenca 2004, 2006, Barros *et al.* 2006), nous avons fait le choix d'une périodisation par semestres plutôt qu'annuelle. Elle permet une approche plus fine des évolutions stratégiques du groupe.¹⁴ En particulier, il s'avère possible de lire les effets d'événements politiques singuliers (élections, négociations, arrestations, etc.) sur les options politico-stratégiques de l'organisation. Nous verrons que les choix méthodologiques d'analyse de la violence politique ont ainsi des incidences notables sur la compréhension historiographique de l'évolution des groupes clandestins.

3. Offensives et contre-offensives

3.1. Phases de l'action militaire d'ETA

La littérature qui s'est appuyée sur une base de données de victimes a distingué trois phases de l'histoire militaire d'ETA. La première, concentrée sur les années 1978-1980, se caractérise par une augmentation initiale et soudaine du nombre de décès (De la

¹¹ Cas des bombes désamorçées ou des engins qui n'ont pas explosé.

¹² « La quema de la bandera en un edificio oficial, a plena luz del día, en un San Sebastián donde el veraneo reunía a lo más selecto del Régimen y del aparato fascista, suponía una operación madurada, calculada y con cierto riesgo » (Jon Nicolás, *Documentos Y*, 1979, cité in Nuñez 1993a, vol. I, 60; voir aussi Zunbeltz 1968, 106-107, cité in Nuñez 1993a, vol. I, 92-93).

¹³ Citons pour seul exemple l'adoption du décret 1794/1960 sur la « Rébellion Militaire, le banditisme et le terrorisme » (*Rebelión Militar, Bandidaje y Terrorismo*) le 21 septembre 1960. Il amplifie les compétences militaires en matière d'ordre public et interdit toute forme de manifestation, de réunion et de grève. Il intervient après les premières actions réalisées, en décembre 1959 par ETA, à l'aide d'explosifs, en l'occurrence trois bombes artisanales qui ont explosé au gouvernement civil de Gasteiz, à la rédaction du journal phalangiste *Alerta* à Santander et au commissariat de police d'Indautxu (Bilbao) (Casanova 2007, 17).

¹⁴ Seul Sánchez-Cuenca (2009a) a proposé une analyse trimestrielle des victimes mortelles faites par le groupe afin de mettre en évidence l'effet sur la courbe de ses victimes de l'intervention des groupes paramilitaires contre ETA, des arrestations de ses membres et d'événements tels que le referendum sur la Constitution espagnole et celui sur le statut d'autonomie de Guernica qui entérine l'organisation institutionnelle autonome du Pays basque au sein du royaume d'Espagne.

Calle et Sánchez-Cuenca 2006, 19). On retrouve cette phase lorsque l'on observe l'ensemble des opérations d'ETA. Viendrait ensuite une deuxième phase caractérisée par une longue période de stabilité avec une tendance légèrement à la baisse recouvrant les années 1982-1991. La dernière phase serait celle de la décadence, jusqu'à la fin de la violence : elle commence en 1992 pour ETA. Nous verrons que cette affirmation omet la régularité des opérations menées jusqu'au pic des années 2000-2001 avec une moyenne annuelle de 41 opérations entre 1992-2009, si l'on excepte la trêve de 1998-1999. Elle se méprend en outre sur les raisons de la régression des actions menées. Le Tableau 1 offre une comparaison de celles conduites par ETA et des victimes mortelles qui en ont résulté (voir en complément l'Annexe 2, Tableau 4). Il autorise un autre regard sur la périodisation de l'activité du groupe.

TABLEAU 1

Années	Morts	Actions
1959	0	3
1960	0	0
1961	0	1
1962	0	4
1963	0	1
1964	0	2
1965	0	18
1966	0	0
1967	0	28
1968	1	10
1969	0	5
1970	0	12
1971	0	5
1972	0	73
1973	3	12
1974	16	12
1975	14	19
1976	17	17
1977	16	105
1978	69	153
1979	87	173
1980	81	153
1981	24	144
1982	34	224
1983	37	142
1984	35	176
1985	41	146
1986	40	139
1987	49	91

1988	21	105
1989	18	136
1990	29	141
1991	49	166
1992	29	77
1993	17	51
1994	15	35
1995	14	40
1996	6	50
1997	14	51
1998	6	15
1999	0	3
2000	24	66
2001	15	63
2002	5	30
2003	3	22
2004	0	33
2005	0	52
2006	2	27
2007	0	12
2008	4	34
2009	3	19
2010	0	3
<i>Total</i>	838	3104

Tableau 1. Comparaison annuelle des opérations réalisées par ETA et des victimes induites.

Le Tableau 1 appelle des nuances que nous esquisserons brièvement et sur lesquelles nous reviendrons ensuite en détail. Notre périodisation combine les deux critères des actions et des victimes mortelles d'ETA ce qui permet de rendre compte plus finement des choix stratégiques du groupe. En effet, les phases d'actions à visée mortelle sont moins homogènes qu'il n'y paraît. Elles peuvent être décrites comme suit :

- 1959-1974 : des actions symboliques où le choix du meurtre n'est pas encore réalisé.
- 1974-1976 : le début de la montée en puissance de l'organisation où les actions sont menées pour tuer.
- 1977-1991 : apogée de l'action militaire avec une moyenne de 146 opérations annuelles, combinant deux types d'approches stratégiques.
 - 1978-1980 : une phase d'intensification militaire où l'offensive se caractérise par une volonté de procéder à des éliminations physiques comme moyen d'exercer une pression sur l'État.
 - 1981-1991 : la mise en place d'une nouvelle stratégie militaire avec une intensification des actions armées *mais* dans une perspective où le groupe prend des distances remarquables avec l'exécution

physique. L'année 1987 fait exception. Le nombre d'opérations passe sous le seuil des 100.

- 1992-1997 : le retour à une stratégie ancienne, avec un *ratio* plus serré entre actions et exécutions. Les forces de sécurité (FSE) sont les principales visées.
- 1998-1999 : la période de trêve de 1998-1999.
- 2000-2001 : la stratégie consiste à attaquer les FSE, conformément à la ligne toujours tenue par l'organisation et avec laquelle elle renoue dans les années 1990, tout en réactualisant à partir de 1995 avec l'exécution du personnel politique.¹⁵
- 2002-2009 : l'après 11-Septembre où se trouve fait le choix de revenir sur la scène politique en multipliant les actions mais sans plus jamais (sauf cas exceptionnel) tuer. (28,5 actions annuelles en moyenne pour 2 victimes par an).
- 2010-2018 : la disparition de la scène militaire.

Les travaux antérieurement réalisés suggèrent que « l'offensive la plus importante menée par ETA contre l'État espagnol a eu lieu après les premières élections de 1977 » (Sánchez-Cuenca 2009b, 4). Cette campagne est la plus importante des années 1970 mais l'attention aux actions du groupe révèle que la décennie ultérieure réserve bien plus d'opérations.¹⁶ La phase offensive la plus intense coïncide avec la « guerre sale »¹⁷ entre 1982-1986, et constitue donc une phase de contre-offensive. Cette dimension passe également inaperçue dans les travaux de Barros *et al.* (2006) s'appuyant sur la base de données américaine Iterate¹⁸ du fait des options méthodologiques suivies : les variables utilisées, notamment les variables politiques (Franco, Transgov, Ajuria, Lizarra) et les variables de « dissuasion » (arrestation, *Ertzaintza* [*i.e.* la police de la Communauté autonome basque], les Groupes antiterroristes de libération [GAL]), ainsi que le traitement statistique qui en est proposé méconnaissent le caractère politique de nombre d'actions initiées, par exemple contre des entreprises françaises qui, sans faire de victime, constituent des représailles à la fois contre le laissez-faire de la France face aux actions des GAL au Pays basque nord (Iparralde) et contre la politique d'expulsion des réfugiés basques du sol français (voir Guibet Lafaye 2020a). Les choix méthodologiques qui ont prévalu dans l'académie coïncident et convergent avec des partis pris politiques.¹⁹

¹⁵ Voir le communiqué d'ETA en lien avec la tentative d'attentat contre le roi du 18 août 1995 : « Responsabilizamos a los partidos sometidos al Ejército (...) de la legalización del exterminio de los luchadores vascos, de la extorsión económica que sufre Euskal Herria, del genocidio cultural y de la falta de futuro » (cité in Egaña 2005, tome IX : 228-229).

¹⁶ L'analyse ne s'appuie pas ici sur un modèle statistique proposant des corrélations mais vise à suggérer des explications fondées des pics d'activité d'ETA et de son évolution dans la stratégie mise en œuvre contre telle ou telle cible.

¹⁷ *I.e.* l'antiterrorisme illégal (voir infra 4.1).

¹⁸ Cette base recoupe partiellement celle du *Global Terrorism Database* (GTD). Voir <https://library.duke.edu/data/sources/iterate>.

¹⁹ Ils participent de la construction d'une image de l'organisation clandestine occultant, d'une part, le silence de l'État sur les actions indiscriminées de l'extrême droite, venant en appui du terrorisme d'État, contre le mouvement basque, et fondée, d'autre part, sur une représentation d'ETA comme ennemi n. 1 de l'État espagnol.

Ainsi on distingue de façon plus juste une phase d'offensive s'étendant de 1978-1980 correspondant très exactement à la période de transition vers la démocratie, ainsi qu'à une phase s'étirant de la formulation du projet de Statut d'autonomie jusqu'à l'ouverture du front « Lemoiz apurto » (Démolition de Lemoiz ; voir infra 3.2).²⁰ L'intensification de l'action militaire vise à opérer un renversement au plan politique dont les enjeux concernent le referendum sur la Constitution,²¹ le statut d'Autonomie²² et les premières élections d'installation de la monarchie constitutionnelle. En particulier, le quatrième trimestre de 1978, qui coïncide avec le referendum sur la Constitution, est la période la plus meurtrière de l'époque (Sánchez-Cuenca 2009b, 15). Sánchez-Cuenca suggère qu'« ETA se serait lancée dans une campagne de création d'un climat de démoralisation et de peur afin de réduire la participation au referendum ».

Succède à cette offensive une contre-offensive – plutôt qu'une guerre d'usure – qui ne fait pas un nombre excessivement élevé de morts eu égard à la stratégie de pression sur l'État mise en place en 1978-1980, où non seulement le nombre d'actions est l'un des plus élevés de l'histoire du groupe mais où le nombre de victimes y est également le plus important. On ne peut donc considérer que « la grande offensive d'ETA a été lancée à la fin de 1977 et s'est interrompue en 1981 » (Sánchez-Cuenca 2009b, 15), bien que cette période présente le plus grand nombre de victimes mortelles de l'histoire d'ETA. Les années 1982-1986 présentent un nombre bien supérieur d'actions avec une moyenne de 165 opérations annuelles. Il est commun de considérer que la violence politique (guerres, guerres civiles, terrorisme) s'accroît dans des régimes en transition, comme fut l'Espagne entre 1975 et 1982, ou dans des régimes mixtes (dits « anocracies »), où s'associent des éléments démocratiques et autoritaires (voir Muller et Weede 1990, Gurr 1993, Mansfield et Snyder 1995, Snyder 2000, Hegre *et al.* 2001, Fearon et Laitin 2003, Gleditsch *et al.* 2009).²³ Si l'instabilité propre à une période de transition démocratique peut expliquer la violence politique qu'ETA a déployée (Sánchez-Cuenca 2009b, 16), en revanche les effets de l'antiterrorisme illégal et de la coopération antiterroriste internationale (en l'occurrence franco-espagnole) paraissent avoir des incidences bien plus importantes sur l'activité d'une organisation en capacité d'y apporter une réponse militaire quand bien même, dans le cas spécifique d'ETA, elle n'associe pas systématiquement cette activité militaire à des assassinats.

Cette phase de contre-offensive (1982-1986) se prolonge par un nouveau cycle d'intensification du conflit²⁴ (1988-1991) durant lequel on dénombre une moyenne de 137 opérations annuelles. Il coïncide avec la période des premiers pourparlers

²⁰ Le coup d'État du 23-F (pour 23 février 1981), orchestré par le lieutenant-colonel Antonio Tejero, n'induit pas de ralentissement des actions militaires d'ETA. Pour l'année 1981, on compte 82 actions et 19 morts sur le premier semestre et respectivement 43 et 5 pour le second semestre.

²¹ Votée par le Congrès le 21 juillet 1978 et adoptée par referendum le 6 décembre 1978.

²² Le 29 novembre 1979, le Congrès approuve les projets relatifs au Statut d'Autonomie du Pays basque et de la Catalogne. Le 22 juin 1982 se tiennent des élections générales anticipées qui donneront lieu à l'élection de Felipe González comme président du gouvernement d'Espagne le 28 octobre 1982.

²³ La littérature s'est parfois saisie de cette corrélation pour souligner le rôle subversif d'ETA et sa volonté de fragiliser la démocratie (Loyer et Aguerre 2008, 113).

²⁴ Nous ne parlerons pas de guerre d'usure en la matière bien qu'« une guerre dite d'usure [soit] une stratégie militaire consistant à chercher la reddition de l'adversaire en l'épuisant par des pertes continues en personnel et matériel » (Menuet 2020).

d'envergure avec des représentants du gouvernement espagnol entamés en 1987. Cette période s'ouvre notamment en 1988 par une campagne d'attentats, en particulier contre les intérêts français, visant à faire pression sur le gouvernement, en vue de négociations, et à riposter face à la politique française mise en place à la fois contre les réfugiés basques sur son territoire ainsi que contre l'approfondissement de la coopération antiterroriste franco-espagnole. La mise en perspective du recours à la lutte armée illégale, à partir de la stratégie militaire de l'État espagnol, contribue à souligner la coaction des parties prenantes dans l'intensification du conflit. De ce point de vue, l'option méthodologique ici privilégiée contribue à déconstruire le récit officiel sur la violence clandestine au Pays basque. Nous verrons également l'incidence du soutien d'ETA à la lutte contre le projet de centrale nucléaire de Lemoiz au cours de ce cycle (infra 3.2).

3.2. La violence, un instrument politique

3.2.1. 1977-1980 : ETA et les élections

Ayant identifié l'intense activité militaire d'ETA durant la période pré-constitutionnelle, il est pertinent de se demander si le groupe cherche, par ses actions, à influencer les élections qui se tiennent alors durant la période 1977-1980.

Les séries statistiques de De La Calle et Sánchez-Cuenca permettent d'identifier plusieurs corrélations entre les victimes réalisées par ETA et les élections, en particulier au cours du quatrième trimestre 1978, c'est-à-dire dans la période précédant le referendum sur la Constitution, ce que nos données vérifient pour le second semestre 1978. De même, des corrélations positives et significatives se dessinent s'agissant des élections générales et locales de la période 1977-1980, ce qui indique que la violence politique d'ETA augmente dans les phases précédant ces types d'élections. On observe ainsi que l'action armée est utilisée comme une façon de « faire de la politique autrement » (Braud 1993), l'action militaire étant alors placée au service de la stratégie politique. Cette intensification de l'action militaire se retrouve en 1981 avant les élections du premier gouvernement de la transition puisque l'on dénombre 144 opérations au cours de cette année.²⁵ L'interprétation proposée par Sánchez-Cuenca mobilise le paradigme du contrôle territorial et de la maîtrise de la vie quotidienne pour expliquer la montée en puissance de l'action armée avant les élections locales²⁶ et celui de la publicisation pour les élections générales. La stratégie élémentaire d'une organisation illégale est en effet de démultiplier les conséquences de son action en usant des médias pour conférer une portée supplémentaire à des opérations et se faire connaître (Tarrow 1994, Klandermans et Goslinga 1996). Toutefois après le procès de

²⁵ Elles sont au nombre de 153 pour l'année 1978 et 173 pour l'année 1979.

²⁶ La logique de cette affirmation interroge dans la mesure où la préférence pour la gauche abertzale (patriote) se passe des armes et la pression sur un vote à l'isolement de personnes opposées à l'indépendantisme semble peu crédible. En revanche, la multiplication des actions militaires instaure un climat particulier au sein duquel se déroulent les élections. En outre, De La Calle et Sánchez-Cuenca identifient des corrélations non significatives pour les élections régionales basques et européennes ce qui, dans le premier cas, tend à affaiblir l'hypothèse d'actions militaires visant à imposer un contrôle social à la population basque.

Burgos²⁷ et l'année 1977, où ETA s'est distinguée par 105 actions, il ne s'agit pas tant pour le groupe de s'« assurer une plus grande publicité » que de rappeler sa présence au gouvernement de transition ainsi qu'au futur président élu dans une perspective de l'obliger à engager à une négociation.

3.2.2. L'action militaire comme outil de négociation, une constante au sein de l'histoire d'ETA

En effet, tout au long de l'histoire d'ETA, l'action militaire est conçue comme un outil politique, en particulier comme un outil de négociation ainsi que les textes publiés par le groupe le soulignent au même titre que les résultats mis en évidence par notre base de données. Cette considération suppose de dépasser la représentation réductrice habituellement véhiculée selon laquelle le politique prévaudrait au sein d'ETA-politico-militaire (ETA-pm) et l'action armée au sein d'ETA-militaire (ETA-m). Ainsi l'analyse fine de la stratégie du groupe, nourrie de l'objectivation précise de ses actions, autorise un regard nouveau sur son histoire ainsi qu'une approche renouvelée des phases de son histoire comme de sa stratégie.

Cette fonction politique de l'action illégale se saisit dès les années 1970-1980. À partir de novembre 1975 commencent les premiers contacts entre les émissaires du gouvernement et d'ETA. Ils se poursuivent en décembre 1976-janvier 1977 (deux réunions ont lieu à Genève) puis reprennent en 1983. Dans la logique du groupe armé, la multiplication des attentats, attestant de sa présence sur le territoire basque et espagnol ainsi que de sa puissance, devait constituer une pression devant forcer l'État à s'asseoir à la table des négociations. Si l'on omet « l'erreur stratégique » d'Hipercor, ce raisonnement se retrouve jusque dans les années 2000 où un responsable de l'organisation, comme Javier López Peña, dit *Thierry*, commande l'attentat à la voiture piégée du 30 décembre 2006 dans le Terminal 4 de l'aéroport de Madrid-Barajas qui fait deux victimes à un moment où l'organisation se trouve dans une phase de négociations en faveur des prisonniers du groupe et de trêve (voir Massey 2010, 359 *sq.*). Dans cette logique de guerre, il s'agit d'infliger à l'adversaire des pertes que ce soit matérielles ou humaines afin de l'affaiblir et d'obtenir ainsi sa capitulation ou sa sortie du « jeu ».²⁸ Y compris durant les périodes de trêve ou de cessez-le-feu, les deux parties continuent d'infliger des pertes à l'adversaire (voir la multiplication des arrestations de membres d'ETA au cours de ces périodes).²⁹ Quoique ces dispositions paraissent contre-intuitives à un profane, elles participent d'une stratégie s'inscrivant dans un « jeu dynamique » (Menuet 2020).³⁰ Il s'agit pour ETA de faire pression sur l'État en

²⁷ Lors du premier procès de Burgos, le 3 décembre 1970, sont jugés 16 membres d'ETA. Le second procès de Burgos s'ouvre en septembre 1975. Il fut l'occasion d'une énorme « publicité » et d'une mobilisation internationales pour ETA. Il se solde par l'exécution de Jon Paredes, dit *Txiki*, et Angel Otaegi ainsi que des trois membres du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (FRAP) alors que Franco est mourant. Résonnent des protestations internationales ainsi que de la part du Vatican, de l'Église espagnole, des syndicats, des groupes de gauche et d'extrême gauche. Plusieurs ambassades espagnoles sont attaquées. Celle de Lisbonne est incendiée.

²⁸ La stratégie de la guerre d'usure a été modélisée par la théorie des jeux (von Neumann et Morgenstern 1944).

²⁹ Sur la chronologie du groupe armé, nous renvoyons au document quasi exhaustif que nous avons réalisé : Guibet Lafaye 2020b.

³⁰ « Une négociation bilatérale à l'intérieur d'un jeu d'usure à des conséquences inattendues. En négociant une 'trêve', les belligérants ne mettent pas fin au conflit, mais au contraire, en prolongent sa durée. Le

attaquant (symboliquement) son appareil de défense : les FSE (police, armée) à un moment où elle est en négociation avec lui, afin de faire montre de sa puissance et d'accroître la pression. L'objectif est de s'affirmer comme un interlocuteur face au détenteur de la violence légitime.³¹

3.3. Action-négociation-action

L'emploi de l'action militaire dans une logique politique se lit encore dans les options stratégiques prises par ETA à la fin des années 1980. Ainsi leur légère baisse en 1987 reflète une évolution stratégique, s'expliquant à la lumière de succès politiques comme la légalisation du parti politique Herri Batasuna (HB). À partir de 1987, ETA s'inscrit dans le cadre cognitif et stratégique du document publié par le *Movimiento de Liberación Nacional Vasco* (Mouvement de libération nationale basque - MLNV) « Alternativa y negociación » (« Alternative et négociation».³² Il constitue un nouveau « framework » au sens de la théorie du cadrage (Goffman 1974, Benford et Snow 2000, Benford *et al.* 2012), c'est-à-dire de « schèmes d'interprétation » à partir desquels les individus « localisent, perçoivent, identifient et étiquettent » (Goffman 1974, 21) des situations de la vie ordinaire et, plus généralement, les situations auxquelles ils sont confrontés. La refonte du programme minimum du MLNV qu'institue ce document présente une alternative tactique pour ETA. Elle offre les termes d'une nouvelle négociation politique avec l'État et ouvre la voie à une alliance politique avec les nationalistes basques conservateurs (Parti Nationaliste Basque - PNV), qui se concrétisera dans les années 1990. Les espoirs de victoire militaire et révolutionnaire – par le biais d'une insurrection armée et populaire, d'un soulèvement des masses – sont abandonnés par l'organisation armée. La négociation tend à se placer dans le contexte d'une stratégie de « guerre prolongée et d'attrition », perçue comme le cadre à partir duquel il sera possible d'obtenir des « conquêtes irréversibles ». La négociation avec l'État est alors pensée comme un nouveau front de lutte. Dès lors, l'ancienne stratégie de l'action-répression-action se transforme dans la logique « action-négociation-action » qui explique l'intensité des opérations militaires en lien avec les phases de discussions avec l'État. En effet, celles-là visent, dans un premier temps, à faire « asseoir » l'État à la table des négociations, l'organisation ne s'interdisant pas, dans un second temps, de reprendre ou de poursuivre l'action armée selon l'issue de ces dernières.³³

Tout en se plaçant dans une perspective de négociation, qui ne portera ses fruits et ne sera assumée au grand jour qu'ultérieurement, ETA concentre sa stratégie, à partir de

résultat est éloquent : la guerre durera plus longtemps en présence d'un 'cessez-le-feu' qu'en son absence. L'intuition est la suivante. Si la négociation a pour but de réduire l'intensité du conflit (par exemple, une suspension des hostilités sur une certaine période), le coût marginal de rester en guerre diminuera et les belligérants seront incités à attendre davantage avant d'abandonner. » (Menuet 2020).

³¹ On note entre 1978 et 1991 une moyenne de 43 actions annuelles contre les FSE qui font 31 victimes annuelles en moyenne.

³² « El texto del MLNV de 1987 decía que en la nueva fase *había que olvidar todas las ilusiones de victoria militar y revolucionaria por medio de la insurrección armada y popular*. La negociación se tenía que poner en el contexto de una estrategia de 'guerra prolongada y de desgaste' y de creación 'de una nueva correlación de fuerzas favorables' para obtener 'conquistas irreversibles' en el proceso de negociación. Pero la 'alternativa' era sólo 'un punto de apoyo para avanzar superándolo' » (ETA, *Alternativa y Negociación*, 1987 ; cité in Lizarralde Marín 2016 ; nous soulignons).

³³ Sur l'histoire des négociations successives entre ETA et l'État espagnol, voir Urteaga 2023.

ces années, sur trois fronts : les relations extérieures, la lutte de masse et la lutte armée (Nuñez 1993b, vol. VII, 101). Le 12 novembre 1986 a lieu le premier contact à Alger entre ETA, représentée par Txomin Iturbe Abasolo, et l'avocat Jorge Argote,³⁴ envoyé par le gouvernement espagnol avec Rafael Vera (Urteaga 2021). Un deuxième contact a lieu les 11-12 janvier 1987 entre ETA et des émissaires du gouvernement espagnol, Julián Sancristóbal, accompagné de Manuel Ballesteros et Pedro Martínez Suarez. La place stratégique conférée à la négociation est en particulier réaffirmée à l'occasion de la tenue des élections européennes de juin 1987 avec la publication d'un texte dans le journal *Zutabe* de mars 1987.³⁵ S'affirme une nouvelle fois le recours à une multiplicité de moyens pour parvenir à la réalisation des objectifs de l'alternative KAS (*Koordinadora Abertzale Sozialista* - Coordination socialiste basque).³⁶ Le 18 septembre 1987 a lieu une rencontre officielle entre Eugenio Etxebeste, dit *Antxon*, émissaire d'ETA et M. Ballesteros (Casanova 2007, 239). Les rencontres se poursuivent entre octobre 1987 et février 1988 jusqu'au refus du gouvernement espagnol d'un accord bilatéral pour une trêve militaire (voir communiqué d'ETA, 25 février 1988). Il semble donc qu'au cours de cette période et à cette occasion unique ETA baisse la pression sur l'État espagnol. Nous verrons qu'ultérieurement l'échec de cette stratégie a pour conséquence que toute période de négociation avec les représentants des gouvernements sera accompagnée d'une intensification de l'action militaire illégale.

S'ajoutent à ces éléments d'ordre politique, des évolutions sur le plan social expliquant la réduction des initiatives militaires en 1987. Une opposition sociale émerge sur plusieurs fronts et se voit portée par différents collectifs : la Coordination Anti-Autoroute,³⁷ le groupe *Iraultza* (Révolution) qui a vu le jour en 1981 mais qui réalise des actions spectaculaires notamment le 27 juin 1986 avec l'explosion d'une bombe dans l'entreprise *Constructora Ugandía* de Portugaleta, « en réponse à l'offensive répressive et

³⁴ Jorge Argote est connu pour être l'avocat des membres des FSE poursuivis pour torture (Casanova 2007, 234).

³⁵ « La correlación de fuerzas más favorable, insistimos, vendrá dada por el desarrollo armonioso de las luchas. Nosotros asumimos el compromiso de llevar adelante el accionar armado, en la línea del desarrollo tanto cualitativo como cuantitativo del hostigamiento a los poderes reales hasta que se avengan a reconocer las reivindicaciones contenidas en la alternativa táctica de KAS. Tanto la lucha de masas e institucional como el trabajo de proyección internacional deben tener en cuenta los retos a los que el Movimiento hace frente: por un lado, profundizar en la crisis de la Reforma en Euskadi, y por otro, paralelamente, acumular fuerzas obreras y populares en tomo a la alternativa KAS y a la negociación política como únicas garantías del proceso de Normalización Democrática y Reconstrucción Nacional » (*Zutabe*, n. 45, mars 1987).

³⁶ L'alternative KAS constitue la base de négociation entre ETA et le gouvernement espagnol au cours de la seconde moitié des années 1970 et vise à être un point de rassemblement des citoyens basques vers un processus démocratique. Elle incarne les conditions auxquelles ETA aurait accepté un cessez-le-feu durant cette période. Ses revendications se résument comme suit : 1. amnistie, c'est-à-dire la libération de tous les prisonniers politiques basques ; 2. les libertés démocratiques, *i.e.* la légalisation de tous les partis politiques en faveur de l'indépendance du Pays basque ; 3. le retrait de la garde civile, de la police nationale et de l'armée espagnole du Pays basque ; 4. l'amélioration des conditions de vie et de travail pour les classes populaires, en particulier pour la classe ouvrière ; 5. un statut d'autonomie, impliquant la reconnaissance de la souveraineté nationale du Pays basque, son droit à l'autodétermination, le contrôle des forces armées présentes sur le territoire par le gouvernement basque, la reconnaissance de *euskara* comme langue officielle et prioritaire du Pays basque.

³⁷ En 1986, se forme la Coordination Anti-Autoroute, dont les revendications recevront ultérieurement le soutien d'HB. L'autoroute doit relier San Sébastien et Pampelune en traversant la vallée de Leizarán ce qui provoque une vive opposition écologique.

idéologique contre le mouvement de résistance basque », ³⁸ les *Gestoras pro-Amnistía*³⁹ qui lancent une campagne de boycott des produits français en réponse à la politique du gouvernement Chirac de remettre les réfugiés basques à la police espagnole (Casanova 2007, 230). La société basque et la gauche abertzale déploient une pluralité de moyens d'actions.

Au plan sociopolitique, d'autres évolutions s'esquissent. Le gouvernement instaure à partir de 1986 une politique de réinsertion des militants basques qui vise à fragiliser le collectif des prisonniers d'ETA. Cette politique s'approfondit par des mesures de dispersion systématique des prisonniers politiques basques à partir 1987. Organisations non-gouvernementale et gouvernementale déploient ainsi des stratégies multiples : le gouvernement ne s'affaire pas exclusivement sur le front des prisons mais convoque également des moyens politiques consistant à placer une pression sur le gouvernement basque. Les accords de Madrid du 5 novembre 1987 en sont emblématiques. Passés avec la majorité des forces parlementaires (le parti populaire [PP] et le Parti socialiste ouvrier espagnol [PSOE]),⁴⁰ il impose au gouvernement basque de prendre l'initiative de mesures antiterroristes sur son territoire.⁴¹ Cette stratégie s'affirme dans la première signature du pacte d'Ajuria Enea pour « la Normalisation et la Pacification du Pays basque » à Madrid le 10 novembre 1987. L'accord initie l'isolement de la gauche abertzale et le refus de toute négociation politique avec ETA.

Face à cette situation de fermeture politique ETA, dans un premier temps, se saisit du rejet du projet d'autoroute devant relier San Sébastian et Pampelune pour maintenir sa présence sur la scène sociopolitique. Ainsi entre 1989 et 1991 la Coordination anti-autoroute réalise 158 actions de sabotage consistant principalement en cocktails Molotov lancés contre des machines et des camions de chantier (Casanova 2007, 258) mais dont certaines actions sont appuyées par ETA. Dans un second temps, le poids politique d'ETA se rejoue dans le cadre des discussions d'Alger.

La subordination du militaire au politique, à l'œuvre depuis les années 1970, se vérifie encore dans la décennie 1990, avec l'évolution de la stratégie militaire clandestine ainsi qu'en témoigne la publication de l'« Alternative démocratique » en 1995.⁴² Celle-ci tend à remplacer l'alternative KAS. Une nouvelle orientation de dessine, insistant sur la nécessité d'obtenir l'indépendance, non pas par des négociations directes avec l'État, mais plutôt par un accord avec toutes les forces nationalistes de la Communauté Autonome Basque (voir Sánchez-Cuenca 2010, 20). Un large consensus entre les partis, les syndicats, les mouvements sociaux et ETA sur la nécessité d'exercer le droit à l'autodétermination est alors conçu comme un élément clef face auquel l'État espagnol ne pourrait reculer. Ce consensus constitue le nouveau cadre (*framework*) au sein duquel l'action d'ETA va prendre place. Ainsi en 1996, ETA pilote 50 opérations militaires conduisant à six décès, démontrant ainsi que s'il est bien question de

³⁸ L'action a été menée « dans une perspective de soutien aux mobilisations ouvrières ».

³⁹ *Gestoras pro-Amnistía* est une organisation basque non-gouvernementale de défense des droits de l'homme, notamment des prisonniers et des exilés politiques basques.

⁴⁰ Les deux partis rassemblent à eux deux 80 % de l'électorat espagnol (*Libération*, 11/12/2000).

⁴¹ Voir Pacto de Ajuria-Enea, 12 janvier 1988 (<http://www.filosofia.org/his/h1988ae.htm>).

⁴² Elle a été rendue publique après l'échec d'une opération contre le leader du Parti populaire conservateur, José María Aznar, le 20 avril 1995.

procéder à une « récupération de la rue à tout prix », l'objectif n'est plus de réaliser autant de victimes mortelles.⁴³

Cette évolution stratégique n'est pas sans lien avec les transformations progressives de la société basque face à la violence politique à laquelle elle fait face depuis deux décennies au moins (Letamendia 1992, 440). L'accord avec le PNV visait à élargir les bases sociales d'une « unité d'action abertzale » dont l'objectif était de parvenir à une trêve et à un accord en faveur de l'autodétermination. ETA œuvre donc sur un double front : d'un côté, elle vise un accord avec les partis nationalistes, PNV et *Eusko Alkartasuna* (Solidarité basque - EA), en faveur de l'autodétermination, en échange d'une trêve. D'autre part, elle poursuit les négociations politiques avec le gouvernement espagnol. Dans cette perspective, ETA s'aligne sur les options politiques incarnées par le pacte de Lizarra-Garazi et reconsidère la fréquence et la nature de ses opérations militaires. Elle ne mène en 1998 que 15 actions⁴⁴ faisant six morts. À la suite de l'accord de Lizarra-Garazi, elle déclare le 16 septembre 1998 une trêve illimitée ou « trêve unilatérale et indéfinie ».

S'incarne durant ces années un élan social partagé puisque les élections au Pays basque du 25 octobre 1998 confirment le poids des forces ayant signé l'accord de Lizarra-Garazi (Casanova 2007, 314-315).⁴⁵ En août 1998, ETA, le PNV et l'EA passent un accord secret pour la construction d'une institution nationale souveraine pour l'ensemble du Pays basque, à laquelle il reviendra de négocier la résolution du conflit avec l'État espagnol ainsi qu'un nouveau scénario politique.⁴⁶ La foi sociale dans la possibilité d'une issue au conflit est d'autant plus forte qu'au même moment le processus de paix en Irlande du nord trouve une issue⁴⁷ et commence à inspirer la gauche abertzale. Si les arrestations qui se multiplient entre 1992 et 1994, puis en 1996 participent des raisons mésosociales susceptibles d'expliquer la réduction des activités de l'organisation,⁴⁸ les options politiques de cette dernière jouent un rôle moteur dans l'évolution de ses opérations militaires. En août 1999 notamment, ETA propose la tenue d'un processus électoral au Pays basque dont naîtrait une institution nationale qui favoriserait un nouveau statut souverain et une Constitution pour le Pays basque.⁴⁹

⁴³ « Gorka Martinez, qui a défendu de longue date au sein du KAS ce recours aux méthodes d'intimidation violente, les justifie au nom d'une stratégie de 'récupération de la rue à tout prix', en faisant de cette conquête des espaces publics la condition de la survie du mouvement nationaliste. » (Massey 2010, 91).

⁴⁴ Il s'agit principalement de sabotages, les exécutions visant principalement du personnel politique.

⁴⁵ Aux élections du Parlement basque de 1998, Herri Batasuna (HB) fait le meilleur score de son histoire avec 224 001 voix soit 17,91 % des suffrages (voir également infra note, 4.2).

⁴⁶ En particulier, « EAJ-PNV y EA asumen el compromiso de abandonar todos los acuerdos que tienen con las fuerzas cuyo objetivo es la destrucción de Euskal Herria y la construcción de España : PP y PSOE » (cité in Casanova 2007, 311). EAJ (*Euzko Alderdi Jeltzalea*) est un parti nationaliste basque démocrate-chrétien.

⁴⁷ Sont signés le 10 avril 1998 les accords de Stormont ou du Vendredi Saint qui mettent un terme au conflit armé en Irlande du nord.

⁴⁸ On compte 15 actions pour l'année 1998 et 3 pour l'année 1999.

⁴⁹ Cette proposition formulée à l'endroit de l'EA et du PNV reste lettre morte (voir communiqué d'ETA, 28 novembre 1999). La trêve est sur le point d'être rompue. « Así las cosas, ETA propuso a PNV y EA llegar a un nuevo acuerdo que se basa en ese planteamiento democrático. Ni PNV ni EA han dado respuesta concreta todavía. (...) El proceso que comenzó el año pasado está sufriendo un claro bloqueo y se está pudriendo, y en ese contexto, ETA ha tomado la decisión de reactivar la lucha armada respondiendo al compromiso tomado en defensa de Euskal Herria. (...) La interrupción de las actividades que estaba en vigor desde el 18 de septiembre de 1998 ya ha acabado.»

À la phase de réduction des opérations militaires succède pourtant une nouvelle recrudescence de l'action armée au début des années 2000, s'expliquant par l'échec, à la fois, de la stratégie politique de la période antérieure mais aussi des négociations secrètes entreprises en 1998 entre des représentants du gouvernement Aznar et d'ETA en Suisse. Entre 2000 et 2001, la moyenne des actions annuelles se porte à 65. Quoique de moindre intensité que celle des phases précédentes (1970-1980, début des années 1990), elle se comprend comme une réponse aux déboires des négociations et s'impose comme une « nécessité » pour l'organisation clandestine après la déclaration de fin de trêve publiée le 28 novembre 1999. Toutefois les années 2000-2009 témoignent d'une stratégie totalement distincte rendue manifeste par la comparaison du nombre d'opérations entreprises (ainsi que de leurs conditions de réalisation) et du nombre de victimes mortelles (Tableau 1). Au-delà du signalement systématique des bombes – très notable en tant que tel – et des appels aux services locaux d'assistance routière et sanitaire (DYA), les 36 actions annuelles en moyenne sur la période ne permettent pas de conclure à une « disparition » d'ETA. En revanche, elles attestent de la mise en place d'une nouvelle stratégie après l'échec d'une phase de négociation, tenant compte de l'évolution du contexte international à la suite des attentats du 11-Septembre 2001 à New York. Ces derniers ainsi que ceux du 11 mars 2004 en gare d'Atocha (Madrid) imposent de reconsidérer l'usage qui peut être fait de la violence politique, dans une configuration où l'assimilation à la violence indiscriminée de l'islam politique violent guette. Au cours de ces années, ETA tue six personnes par an.

L'étude fine de l'évolution stratégique du groupe clandestin permet de dire qu'un des facteurs clefs des variations de l'action militaire d'ETA ne consiste pas tant dans la réaction à des politiques antiterroristes ni dans l'interprétation restrictive des conséquences de l'arrestation d'individus appartenant de façon présumée à ETA. D'autres formes de politiques antiterroristes se sont avérées plus efficaces contre le collectif qu'il s'agisse de l'alliance entre le PNV et le PSOE, des stratégies imposées aux médias⁵⁰, de l'absence d'évacuation de lieux publics lorsqu'ETA signalait la présence de bombes⁵¹. À ces facteurs nationaux, s'adjoint l'évolution du contexte international qui a joué très fortement dans le renouvellement des options stratégiques prises par le groupe. Enfin, la recherche de moyens de pression politique par ETA (alliance avec la société civile ou avec les partis nationalistes n'appartenant pas à la gauche abertzale) pour parvenir à des négociations avec le gouvernement font également partie des facteurs décisifs ayant conduit à une transformation de sa tactique militaire.

⁵⁰ À partir d'août 1994, le ministère de l'Intérieur espagnol implique les medias et moyens de communication dans l'antiterrorisme, considérant que « la lutte contre le terrorisme revient aussi aux rédactions et aux professionnels des moyens de communication ».

⁵¹ La Chambre administrative contentieuse de la Cour suprême espagnole a établi la responsabilité de l'administration de l'État « pour la passivité ou l'omission des forces de sécurité et de police dans ces événements » (voir décision de la Cour suprême, 18 juillet 1997, cassation 2794/96, ff.jj. 3.^o y 4.^o), autrement dit pour n'avoir pas évacué le magasin Hipercor de Barcelone, le 19 juin 1987, en dépit des alertes lancées auprès de la police urbaine, de l'entreprise et du journal *Avui*. L'attentat a provoqué 21 morts et 45 blessés.

4. Évolution du ciblage

4.1. Une stratégie de discrimination des cibles constante

Au cours de ces quasi-soixante ans d'existence, ETA a réalisé plus de 3 000 actions armées⁵² qui ont fait 838 morts dont l'origine est incontestablement le fait du groupe, ce qui correspond à une moyenne de 0,27 victimes mortelles par action.⁵³ Nos chiffres se distinguent de la corrélation de Sánchez-Cuenca (2009b, 7), en l'occurrence 0,93, car il ne retient que les actions ayant donné lieu à des morts. D'une part le groupe, eu égard à son activité, a réalisé un nombre limité de victimes mortelles quoique chacune soit à déplorer en soi. D'autre part, le ciblage des victimes a évolué au cours de ces décennies. Dans ce qui suit, nous soulignerons les motifs stratégiques susceptibles d'éclairer cette transformation.

Les données de De la Calle et Sánchez-Cuenca permettent de dire que 26,8 % des meurtres d'ETA étaient sélectifs (en fonction du comportement des victimes), 54,9 % génériques (*i.e.* lié à leur profession), 4,8 % sans distinction et 13,5 % collatéraux ou accidentels (De la Calle et Sánchez-Cuenca 2004, 14). La proportion réduite de « victimes indiscriminées » – comparativement à ce qui peut être le cas pour l'Armée républicaine irlandaise provisoire (PIRA)⁵⁴ – s'expliquerait par la moindre propension des partisans d'ETA (et des électeurs d'HB) à accepter des meurtres aveugles (De la Calle et Sánchez-Cuenca 2004, 14).

L'accroissement de la proportion de victimes indiscriminées tient à une évolution des méthodes d'action du groupe qui, avec le temps, a adopté le recours aux bombes et aux voitures piégées. L'usage de ce type d'explosifs et de cette stratégie devient plus courant à partir des années 1980, au moment même où les exécutions à l'arme de poing sont moins nombreuses. Pourtant lorsque l'on rapporte le nombre de victimes à celui des actions réalisées ces conclusions doivent être nuancées (voir **Tableau 1**) car la moyenne des décès est de 0,42 au cours des années 1970 et de 0,29 au cours des années 1980 montrant ainsi la faible incidence globale des morts liés à l'attentat d'Hipercor

⁵² Notre base en recense 3 150. Dans son dernier communiqué paru dans *Zutabe* (voir *Gara*, 6/11/2018), ETA assume la responsabilité de 2 606 actions ayant provoqué la mort de 774 personnes. Notre base comptabilise 346 actions ayant échoué. Nous les avons conservées pour nos analyses, d'une part, parce qu'elles témoignent d'une capacité opérationnelle ainsi que d'une intentionnalité stratégique et, d'autre part, parce que tout en étant des échecs pour l'organisation, elles peuvent néanmoins avoir produit des dommages humains et matériels.

⁵³ Le différentiel de victimes présentes dans notre base de données et celles d'autres recensements s'explique par plusieurs raisons. En premier lieu, y figurent davantage d'individus que dans celle de De la Calle et Sánchez-Cuenca (2004) quoique toutes les actions mortelles soient, dans notre base, strictement imputables à ETA-pm et ETA-m. En revanche, nous avons procédé à certaines exclusions, lorsque les victimes advenaient dans des circonstances inattendues, en particulier des affrontements (échanges de tirs), des embuscades tendues par les forces de l'ordre, des arrestations qui tournent mal. Nous avons *a contrario* retenu des exécutions relatives au trafic de drogue dont les victimes ne figurent pas nécessairement dans les listes officielles de victimes du terrorisme et d'ETA. Ce choix se justifie de certaines sources soulignant par exemple qu'« à partir de 1980, ETA met en place une campagne contre les personnes impliquées dans le trafic de drogue consistant en 63 attentats et ayant conduit à la mort de 15 personnes » (Casanova 2007, 187) ou que « plus de vingt personnes ont payé de leur vie l'opération de nettoyage particulière entreprise par l'organisation terroriste il y a près de trois ans » (*El País*, 11/08/1994) en matière de trafic de drogue.

⁵⁴ On dénombre 15,6 % de victimes indiscriminées dans les actions du PIRA.

restés tristement célèbres dans l'histoire d'ETA. En effet, les années 1980 marquent une montée en puissance des actions du groupe qui, bien que ciblant peut-être moins certaines victimes, ne basculent pas pour autant dans une généralisation de l'action terroriste indiscriminée.

4.2. De l'attaque des FSE au personnel politique ?

Lorsque l'on considère à la fois les *victimes* d'ETA et que l'on confère un rôle pivot à l'année 1992, date de l'arrestation historique du trio exécutif du groupe,⁵⁵ on propose une lecture de son évolution stratégique telle que « jusqu'en 1992, la violence était utilisée pour faire pression sur l'État : les cibles privilégiées étaient la police, la garde civile, l'armée. Après l'arrestation de Bidart, s'amorce un changement de tactique : les attaques visent désormais les représentants politiques de l'État, les élus et les fonctionnaires de l'État. Alors que les politiciens et les fonctionnaires de l'État ne représentaient que 2,6 % des cibles pendant la guerre d'usure (1982-1992), ils en représentent 21,7 % durant la 4^{ème} phase (1992-2007). » (Sánchez-Cuenca 2009a)⁵⁶ Qu'en est-il lorsque l'on s'intéresse aux *actions* du groupe et aux phases de négociations politiques avec l'État d'espagnol visant une résolution du conflit ? L'option méthodologique que nous privilégions permet-elle de reconsidérer ces conclusions ? La modification stratégique ci-dessus rappelée se présente également dans nos données quoiqu'avec une ampleur moindre (voir **Tableau 1**).

TABLEAU 2

Périodes	FSE	Politiciens	Représentants de l'État ⁵⁷
1959-1974	7,9%	0	0,5%
1974-1976	41,7%	5,6%	2,8%
1977-1991	14,1%	0%	0,9%
1992-2001	25,1%	8,0%	4,2%
2002-2009	10,9%	3,9%	1,3%

Tableau 2. Répartition en pourcentage des actions d'ETA.⁵⁸

⁵⁵ L'« opération Bidart », menée par le groupe d'intervention de la police nationale française, le RAID, dans les Pyrénées-Atlantiques le 29 mars 1992, conduit à l'arrestation de 11 personnes dont le « collectif Artapalo », formé de Francisco Mugica Garmendia, dit *Pakito*, José Luis Alvarez Santacristina, dit *Txelis*, et José Arregui Irostarbe, dit *Fiti*. Ces trois hommes sont considérés comme la « troïka dirigeante » d'ETA.

⁵⁶ Traduction de l'auteure.

⁵⁷ Figurent dans la catégorie « Représentants de l'État » les diplomates, les juges, le personnel de l'État (ministres, les représentants de l'exécutif, le roi), les élus (principalement les maires). Bien qu'inclus dans cette catégorie, les élus sont moins des représentants de l'État que de leurs électeurs, en particulier au niveau local. Nous n'incluons pas dans cette catégorie les fonctionnaires du milieu carcéral qui constituent une cible spécifique d'ETA, incluse dans la « campagne contre les prisons ». Celle-là porte des revendications exclusivement centrées sur le statut et le traitement des prisonniers politiques plutôt que sur le statut du Pays basque en tant que tel.

⁵⁸ Rappelons que les exclusions que nous avons réalisées pour la constitution de la base tendent à réduire le nombre de FSE visées (N = 16). Les personnes soupçonnées par ETA d'être des informateurs de la police ou ayant participé à la répression illégale, via les organisations d'extrême droite telles les GAL, n'ont pas été incluses dans la catégorie FSE.

Le **Tableau 1** présente le ciblage des *actions* entreprises contre trois catégories sociales incarnant des fonctions distinctes de l'État ou du paysage politique. Quelle que période que l'on considère, les opérations militaires sont majoritairement tournées contre les FSE. De même, les victimes d'ETA sont principalement des militaires : entre 1978 et 1983, ETA a tué trente-sept officiers de l'armée ainsi que des policiers pour un total de 239 victimes parmi les FSE.

TABLEAU 3

Périodes	FSE	Politiciens	Représentants de l'État	Informateurs de la police	Réponse à l'antiterrorisme
1959-1974	100	0	0	0	0
1974-1976	45,2	6,5	16,1	16,1	0
1977-1991	71,2	1,1	4,4	4,4	3,2
1992-2001	60,0	17,1	7,1	0,7	0
2002-2009	70,6	11,8	0	0	0

Tableau 3. Répartition en pourcentage des victimes d'ETA.

Durant les années 1970, les principales cibles sont les FSE (garde civile et police), puis le personnel politique de droite, les traîtres présumés ou informateurs de la police et les hommes d'affaires refusant de payer l'impôt révolutionnaire ou qui sont kidnappés contre rançon. Pendant la période désignée par Sánchez-Cuenca comme la guerre d'usure (1982-1992), ETA n'a pas ciblé le personnel politique, bien qu'elle ait tué des maires non élus de la période franquiste. Entre 1977-1991, 14 hommes politiques sont exécutés ainsi que 7 représentants de l'État. Pour les années 1982-1992, ces chiffres sont respectivement de 3 et 4. En revanche, ETA-pm a ciblé le personnel politique élu dans les premières années de la démocratie, visant aussi bien des élus basques, des élus de droite, non nationalistes qui appartenaient au parti au pouvoir. Certains sont enlevés dans le cadre d'actions symboliques.⁵⁹ La prise en compte des victimes conduit à conclure que s'agissant d'ETA-m, sur la période 1968-1992, qui couvre à la fois les stratégies d'insurrection et de guerre d'usure, les hommes politiques et les fonctionnaires ne représentent que 2,7 % des victimes (4,5 % avec nos données).⁶⁰ Pourtant, au cours de ce que Sánchez-Cuenca désigne comme la période du front nationaliste (1992-2007), à partir de 1993, le pourcentage passe à 22 % (33 % pour nous).⁶¹ L'attention portée aux actions du groupe conduit donc à mettre en lumière une diversification de la stratégie de ce dernier avec le temps. La prépondérance des opérations contre les FSE de 1975 à 1991 tend à se dissoudre au profit d'autres terrains qui ne concernent pas au premier chef le personnel politique ni les représentants de

⁵⁹ C'est le cas de Javier Ruperez enlevé le 11 novembre 1979. À cette occasion ETA-pm revendique la réintégration de la Navarre au Pays basque et le départ des FSE des deux territoires. L'enlèvement constitue une réponse aux meurtres et tortures perpétrés par les forces répressives du gouvernement Suarez. ETA-pm exige également la libération des prisonniers malades et la création d'une commission d'enquête sur les violences gouvernementales.

⁶⁰ Sur cette période, 17 politiciens et 15 représentants de l'État sont tués sur un total de 711 individus exécutés, ce qui représente 4,5% des victimes.

⁶¹ Entre 1992-2007, notre base identifie 24 politiciens tués et 16 représentants de l'État pour 121 victimes, c'est-à-dire 33% des décès.

l'État. Si le ciblage de ces deux dernières catégories constitue un fait indéniable – puisqu'à l'exception des années 1974-1976, elles n'entrent dans le champ de mire d'ETA qu'à partir de 1991 – en revanche il est loin d'épuiser la stratégie de l'organisation de 1992 à 2009 (voir Tableau 1).

Quoique numériquement limitée, l'exécution du personnel politique à partir de 1995 a eu un impact incontestable sur la société espagnole et basque. Bien que de 1993 à 1998, ETA ait été moins meurtrière (voir Tableau 1), la sensibilité de la population à ces formes de violence politique, alimentée par des campagnes politiques de dénonciation,⁶² s'est exacerbée. Chaque exécution a fait la Une des journaux et le terrorisme devient une question centrale dans le débat politique. ETA s'en est trouvée plus présente dans la vie publique malgré la réduction substantielle du nombre de morts. En ce sens, l'évolution de l'organisation clandestine vérifie que « l'impact de la violence est une fonction complexe de la quantité et de la qualité de la violence » (McCormick et Owen 1996, Bueno de Mesquita 2005). En modifiant la sélection des cibles, ETA a maintenu sa présence sur la scène politique espagnole, y compris en réalisant moins de morts. Cette évolution coïncide avec ce que l'on a nommé la « socialisation de la souffrance »⁶³ qui, tout en assurant au groupe, à partir des années 1990, un impact institutionnel de ses actions, a eu un effet indéniable sur l'opinion publique ainsi que des conséquences majeures quant au soutien populaire dont le groupe pouvait bénéficier, la tolérance à la violence politique s'émuissant au fil du temps.

Faisant écho à cet impact social, la littérature scientifique met en exergue, de façon biaisée, les années 1990 et tend à omettre le fait qu'ETA a visé le personnel politique ou les représentations politiques, dès les années 1970. L'intensité de ces attaques culmine en 1980 et en 2000-2001 (voir Tableau 4 en annexe). En 1980 sont en particulier visés les politiciens de l'Union Démocratique du Centre, parti du gouvernement de transition, avec pour objectif évident de faire pression sur ce dernier, au moment de l'élaboration des nouvelles institutions démocratiques. De même, en 2000-2001 ce sont principalement les membres du PP, parti au gouvernement, qui sont ciblés à une époque où la trêve a pris fin. L'exécution de Miguel Ángel Blanco s'est indéniablement instituée dans l'espace public espagnol – voire scientifique – comme un tournant à l'égard d'ETA, alors même que cette période ne coïncide pas avec l'offensive la plus notable du groupe contre cette catégorie sociopolitique.⁶⁴ Quelle que soient les sphères

⁶² L'organisation non-gouvernementale *Gesto por la Paz*, active de 1985 à 2013 dans la promotion de la « paix » au Pays basque, a joué un rôle majeur dans les années 1990. Elle a contribué à sensibiliser l'opinion publique et à produire une identification affective et émotionnelle à un discours éthique et moral, construit autour du rejet de toute forme de violence (voir Funes 1998, 504-505). Elle est notamment à l'origine de l'organisation de la campagne du « ruban bleu » et des rassemblements silencieux au centre des villages après chaque exécution ou enlèvement. La première est lancée en juillet 1993 à l'occasion de l'enlèvement de Julio Iglesias Zamora, le ruban bleu étant présenté comme symbole de tolérance, de paix et de liberté.

⁶³ La théorisation de la « socialisation de la souffrance » a été attribuée à José Luis Álvarez Santacristina, dit *Txelis*. Elle visait un renouvellement de la stratégie d'ETA dans une perspective d'élargissement du spectre de ses victimes à des civils, spécifiquement identifiés.

⁶⁴ À la suite de l'exécution, l'émotion populaire, dont la légitimité n'est pas en question, a fait l'objet d'une instrumentalisation politique et médiatique visant à discréditer la gauche abertzale ainsi que les membres de la Table nationale (voir *El Mundo*, 13/07/1997 ; *ABC*, « ETA/HB cumplió su amenaza », 13/07/1997 ; Casanova 2007, 299). *Diario 16* titre « Hijos de perra » (13/07/1997). Après cette date, les médias ont

d'appréhension et d'interprétation de la violence politique, *i.e.* qu'elles soient sociale, politique ou scientifique, l'approche méthodologique que nous avons exploitée permet de souligner le différentiel persistant entre les effets des dimensions quantitative et « qualitative » (ou type) de cette violence. Là encore se vérifie le fait que les options méthodologiques privilégiées ont des incidences historiographiques et analytiques notables. Elles contribuent sans conteste à orienter les interprétations de la violence politique clandestine.

5. Conclusion

La comparaison de bases de données, fondées sur des options méthodologiques distinctes, a permis de reconsidérer la structure des étapes de l'histoire d'ETA ainsi que les interprétations qui peuvent être formulées de la violence politique qu'elle a mise en œuvre. Attentif aux opérations menées par ETA plutôt qu'aux victimes de l'organisation, nous avons montré que les périodes d'intense activité du groupe convergeaient avec des phases d'instabilité politique au sein de l'État espagnol, mais également avec un cycle d'antiterrorisme illégal, porté par le gouvernement socialiste de Felipe González, associée à la coopération antiterroriste internationale. La stratégie du groupe est alors celle d'une contre-offensive dans une logique de défense. L'intensité de l'action militaire coïncide, en second lieu, avec l'implication d'ETA, à partir des années 1970, dans les luttes sociales et surtout dans les réponses stratégiques que l'organisation propose aux aléas des négociations politiques avec l'État espagnol, en vue d'apporter une réponse à la question basque. Se précise ainsi le rôle conféré à l'action militaire dans un jeu politique avec les institutions légales et gouvernementales. Quoiqu'utilisant la violence politique, ETA s'appréhende alors comme un groupe politique qui subordonne l'action armée à une stratégie sociopolitique qu'il s'agisse d'ETA-pm ou d'ETA-m. Au fil des années, ETA abandonne la stratégie de l'action-répression-action pour une logique de l'action-négociation-action. Le recours aux opérations militaires comme outil de négociation constitue une constante de la stratégie d'ETA depuis la fin des années 1980. L'étude des opérations menées, plutôt que simplement des victimes mortelles, le met en évidence. Elle souligne ainsi l'intensité des opérations militaires – qu'elles soient ou non à l'origine de victimes – en lien avec les phases de discussions avec l'État et permet d'appréhender plus finement les options stratégiques du groupe. *A contrario*, après la légère baisse de pression sur l'État espagnol en 1987 et l'échec de cette stratégie dans le jeu des négociations, suit une nouvelle intensification de l'action militaire clandestine. La variation de l'intensité des opérations, qu'une méthodologie appropriée met en lumière, s'explique par l'impasse des négociations politiques. L'échec de la tactique de réduction de l'action militaire en période de négociations – associé à l'impasse de ces dernières – a pour conséquence qu'aucune phase ultérieure de discussions avec l'État

consacré beaucoup plus d'articles aux attaques menées par ETA et à ses victimes (Caminos *et al.* 2013, 139, 143), transformant cette exécution en un « événement clef » (*turning point* ; voir Kepplinger et Habermeier 1995). Il s'agissait également pour une partie de l'échiquier politique espagnol de s'appuyer sur l'« esprit d'Ermua », afin de venir à bout du groupe clandestin, en jouant sur les registres moraux et émotionnels. Ainsi le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, demande aux Espagnols de faire preuve de « toute leur force morale face à ETA » (*ABC*, 11/07/1997).

espagnol ne sera accompagnée d'une réduction comparable de la pression sur l'État, si ce n'est lorsque des trêves seront déclarées.

Enfin et contrairement aux conclusions fondées sur la base des victimes, nous avons souligné la persistance d'une importante activité de l'organisation après 1992, associée à un glissement du terrain des opérations militaires, à partir de cette date, de l'attaque contre les intérêts français vers une lutte contre l'autoroute traversant la vallée de Leizarán. L'arrestation du collectif Artapalo en 1992 ne signe aucunement la fin d'ETA : les options méthodologiques ont ainsi des conséquences décisives sur l'historiographie du groupe clandestin. L'évolution des phases de la lutte armée qu'elle déploie ne peut en outre être comprise indépendamment du contexte international. Le collectif ajuste ses moyens d'action aux réactions de l'opinion publique, face à la violence politique, ainsi qu'au développement de l'islam politique violent, qui emploie cette dernière de façon indiscriminée. Ultimement, la comparaison des bases de données a permis de souligner la perméabilité de l'analyse académique aux réactions publiques et politiques anti-ETA tout comme l'écart entre la « quantité » et la « qualité » (*i.e.* le ciblage) de la violence politique en contexte basque. Ainsi l'importance conférée à cette dernière à la fin des années 1990 s'avère ne pas être corrélée au nombre des actions commises par le groupe clandestin. Le renouveau des outils méthodologiques à partir desquels aborder ces dernières devrait permettre à la recherche académique d'initier de nouvelles approches d'analyse de la violence politique illégale, de ses phases et de son interprétation.

Références

- Barros, C., 2003. An Intervention Analysis of Terrorism: The Spanish ETA Case. *Defence and Peace Economics* [en ligne], 14(6), 401-412. Disponible dans: <https://doi.org/10.1080/1024269032000085170>
- Barros, C., Passos, J., et Gil-Alana, L., 2006. The timing of ETA terrorist attacks. *Journal of Policy Modeling* [en ligne], 28(3), 335-346. Disponible dans: <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2005.12.001>
- Benford, R.D., et Snow, D.A., 2000. Framing processes and social movements: An overview and assessment. *Annual Review of Sociology* [en ligne], vol. 26, 611-639. Disponible dans: <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.26.1.611>
- Benford, R.D., Snow, D.A., et Plouchard, N.M., 2012. Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix* [en ligne], 3(99), 217-255. Disponible dans: <https://doi.org/10.3917/pox.099.0217>
- Braud, P., ed., 1993. *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*. Paris : L'Harmattan.
- Bueno de Mesquita, E., 2005. The Quality of Terror. *American Journal of Political Science* [en ligne], vol. 49, 515-530. Disponible dans: <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2005.00139.x>
- Calleja, J.M., 1997. *Contra la barbarie. Un alegato en favor de las víctimas de ETA*. Madrid: Temas de Hoy.

- Caminos, J.M., Armentia, J.I., et Marin, F., 2013. El asesinato de Miguel Ángel Blanco como ejemplo de key event en el tratamiento mediático de los atentados mortales de ETA. *AdComunica, Revista de Estrategias, Tendencias e Innovación en Comunicación*, n. 6, 139-160.
- Carmena, M., et al., 2013. *Informe-base de vulneraciones de derechos humanos en el caso vasco (1960-2013)* [en ligne]. Juin. Vitoria-Gasteiz: Secretaría General de Paz y Convivencia. Disponible dans: https://www.irekia.euskadi.eus/uploads/attachments/3214/informe_base_es.pdf?1371196800
- Casanova Alonso, I., 2007. *ETA 1958-2008. Medio siglo de historia*. Tafalla: Txalaparta.
- De la Calle, L., et Sánchez-Cuenca, I., 2006. *The Production of Terrorist Violence : Analyzing Target Selection within the IRA and ETA*. Working Paper. Instituto Juan March, n. 230.
- De Zunbeltz, K. [José Luis Zalbide], 1968. *Hacia una estrategia revolucionaria vasca*. Hendaye.
- Della Porta, D., 2013. *Clandestine Political Violence* [en ligne]. Cambridge University Press. Disponible dans: <https://doi.org/10.1017/CBO9781139043144>
- Domínguez Iribarren, F., 1990. *ETA : estrategia organizativa y actuaciones 1978-1992*. Bilbao: Universidad del País Vasco.
- Egaña, I., ed., 2005. *Euskadi Eta Askatasuna. Euskal Herria y la libertad - Reconstrucción de ETA. 1993-1995*, tome IX. Andoain: Aise Liburuak.
- ETA, 1982. *Resoluciones de la VIII Asamblea*. Février.
- Fearon James, D., et Laitin, D., 2003. Ethnicity, Insurgency, and Civil War. *American Political Science Review* [en ligne], 97(1), 75-90. Disponible dans: <https://doi.org/10.1017/S0003055403000534>
- Funes, M.J., 1998. Social Responses to Political Violence in the Basque Country. Peace movements and their audience. *Journal of conflict resolution* [en ligne], 42(4), 493-510. Disponible dans: <https://doi.org/10.1177/0022002798042004005>
- Gleditsch, N.P., Hegre, H., et Strand, H., 2009. Democracy and Civil War. Dans: M. Midlarsky, ed., *Handbook of War Studies III*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 155-192.
- Goffman, E., 1974. *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*. New York: Harper Colophon.
- Gouvernement basque, 2016. Clarificación del pasado. Dans: Secretaría General para la Paz y la Convivencia del Gobierno Vasco, ed., *Compilación de documentos generados por el Gobierno Vasco en la Legislatura 2012-2016 en materia de paz y convivencia* [en ligne]. Octubre. Vitoria-Gasteiz. Disponible dans: https://www.euskadi.eus/contenidos/informacion/sgpyc_compilacion_docs/es_de_f/adjuntos/2.%20Clarificacion%20del%20pasado.pdf
- Guibet Lafaye, C., 2020a. *Conflit au Pays basque : regards des militants illégaux* [en ligne]. Bruxelles : Peter Lang. Disponible dans: <https://doi.org/10.3726/b16761>

- Guibet Lafaye, C., 2020b. *Chronologies du conflit armé au Pays basque* [en ligne]. Archives ouvertes HAL (hal-02521454). Disponible dans: <https://hal.science/hal-02521454>
- Guibet Lafaye, C., 2022. Victimes ou actions : itinéraires occultés d'ETA. *Papeles del CEIC. International Journal on Collective Identity Research* [en ligne], 2021/1, 1-22. Disponible dans: <https://doi.org/10.1387/pceic.22161>
- Guibet Lafaye, C., et Brochard, P., 2020. Conséquences de choix méthodologiques sur l'analyse de l'évolution de l'organisation clandestine ETA. *Studia Europaea* [en ligne], 65(2), 219-264. Disponible dans: <https://doi.org/10.24193/subbeuropaea.2020.2.11>
- Gurr, T., 1993. *Minorities at Risk. A Global View of Ethnopolitical Conflicts*. Washington, DC: Institute of Peace Press.
- Hegre, H., et al., 2001. Toward a Democratic Civil Peace? Democracy, Political Change, and Civil War, 1816-1992. *American Political Science Review* [en ligne], 95(1), 33-48. Disponible dans: <https://doi.org/10.1017/S0003055401000119>
- Kepplinger, H.M., et Habermeier, J., 1995. The impact of Key Events on the Representation of Reality. *European Journal of Communication* [en ligne], 10(3), 271-390. Disponible dans: <https://doi.org/10.1177/0267323195010003004>
- Klandermans, B., et Goslinga, S., 1996. Media Discourse, Movement Publicity, and the Generation of Collective Action Frames: Theoretical and Empirical Exercises in Meaning Construction. Dans: D. McAdam, J.D. McCarthy and M.N. Zald, eds., *Comparative Perspectives on Social Movements Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing* [en ligne]. Cambridge University Press. Disponible dans: <https://doi.org/10.1017/CBO9780511803987.016>
- Letamendia, F., 1975. *Historia de Euskadi. El nacionalismo vasco y ETA*. Madrid: Ruedo Ibérico.
- Letamendia, F., 1992. *Historia del nacionalismo vasco y de ETA (1982-1992)*. San Sebastián: R&B.
- Lizarralde Marín, I., 2016. *Teoría Francesa y estrategia del MLNV (1967-2015)*. Aranalde.
- López Garrido, D., 1987. *El Aparato Policial en España*. Barcelone: Ariel.
- Loyer, B., et Aguerre, C., 2008. Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan. *Hérodote* [en ligne], 3(130), 112-145. Disponible dans: <https://doi.org/10.3917/her.130.0112>
- Madariaga, J., 1984. Así nació ETA. *Punto y Hora in Euskal Herria*, 13 juillet, n. 357.
- Mansfield, E.D., et Snyder, J., 1995. Democratization and the Danger of War. *International Security* [en ligne], 20(1), 5-38. Disponible dans: <https://doi.org/10.2307/2539213>
- Massey, J., 2010. *ETA histoire secrète d'une guerre de cent ans*. Paris : Flammarion.
- McCormick, G.H., et Owen, G., 1996. Revolutionary Origins and Conditional Mobilization. *European Journal of Political Economy* [en ligne], 12(3), 377-402. Disponible dans: [https://doi.org/10.1016/S0176-2680\(96\)00007-9](https://doi.org/10.1016/S0176-2680(96)00007-9)

-
- Menuet, M, 2020. Comment mettre fin à une guerre d'usure ? Quelques enseignements des modèles théoriques. *Revue Défense Nationale* [en ligne], 7(832), 125-130. Disponible dans: <https://doi.org/10.3917/rdna.832.0125>
- Muller, E., et Weede, E., 1990. Cross-National Variation in Political Violence: A Rational Action Approach. *Journal of Conflict Resolution* [en ligne], 34(4), 624-651. Disponible dans: <https://doi.org/10.1177/0022002790034004003>
- Nuñez Astrain L.C., ed., 1993b. *Euskadi eta Askatasuna*, tome VII, *La ofensiva institucional. 1984-1988*. Tafalla: Txalaparta.
- Nuñez Astrain, L.C., 1993a. *Euskadi eta Askatasuna – Euskal Herria y la Libertad. De Ekin a ETA. 1952-1965*, tomes I et II. Tafalla : Txalaparta.
- Sánchez-Cuenca, I., 2009a. Explaining temporal variation in the lethality of ETA. *Revista Internacional de Sociología* [en ligne], 67(3), 609-629. Disponible dans: <https://doi.org/10.3989/ris.2008.03.24>
- Sánchez-Cuenca, I., 2009b. La violencia terrorista en la transición española a la democracia. *Historia del presente* [en ligne], vol. 14, 9-24. Disponible dans: <https://doi.org/10.5944/hdp.14.2009.41038>
- Sánchez-Cuenca, I., 2010. The persistence of nationalist terrorism: the case of ETA. Dans: K. Mulaj, ed., *Violent Non-State Actors in Contemporary World Politics*. New York, Columbia University Press.
- Snyder, J., 2000. *From Voting to Violence. Democratization and Nationalist Conflict* [en ligne]. New York: Norton. Disponible dans: <https://doi.org/10.1353/imp.2000.0026>
- Tarrow, S., 1994. *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*. Cambridge University Press.
- Urteaga, E., 2021. *Le processus de paix au Pays Basque*. Paris : L'Harmattan.
- Urteaga, E., 2022. Le désarmement de l'ETA au Pays Basque. *Revue Internationale de Criminologie* [en ligne], vol. 2, 189-211. Disponible dans: https://bdoc.ofdt.fr/index.php?lvl=bulletin_display&id=10599
- Urteaga, E., 2023. Les négociations entre l'ETA et l'Etat espagnol (1987-2007). *Les Cahiers de la Sécurité et de la Justice* [en ligne], n. 58, 130-140. Disponible dans: <https://shs.cairn.info/revue-cahiers-de-la-securite-et-de-la-justice-2023-2-page-130?lang=fr&tab=resume>
- Von Neumann, J., et Morgenster, O., 1944. *Theory of Games and Economic Behavior*. Princeton University Press.
-

Annexe 1. Références des sources ayant été utilisées dans la constitution de la base de données

1. Global Terrorism Database (GTD).

<https://www.start.umd.edu/gtd/>

2. Sources répertoriant les victimes du conflit au Pays basque :

La base de données réalisées par De la Calle et Sánchez-Cuenca (2006) :

La liste de victimes d'ETA publiée par Calleja (1997).

Les associations de victimes : l'Association des Victimes du Terrorisme (www.avt.org)

Les victimes des forces de sécurité :

<https://mapadelterror.com/en/>

<https://mapadelolvido.blogspot.com/>

<https://ertzaione-1.blogspot.com/>

<https://web.archive.org/web/20090202121213/http://www.guardiacivil.org:80/terrorismo/acciones/estadistica07.jsp>

<http://especiales.elperiodico.com/graficosEEPI/VICTIMAS/tablavictimas.html#ARRIBA>

Les victimes du côté abertzale ou basque : <http://www.euskalmemoria.eus/>

Autres base de données recensant les victimes du terrorisme :

<http://www.angelfire.com/pq/terroristas/>

<http://blogs.libertadigital.com/in-memoriain/>

<https://victimas-de-eta.blogspot.com>

<https://www.abc.es/especiales/eta/victimas/11.asp>

[https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Zerrenda:ETAk_hildakoak_\(1968-1979\)](https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Zerrenda:ETAk_hildakoak_(1968-1979))

<https://ns-markoss88.blogspot.com/>

3. Quotidiens nationaux :

<https://www.elmundo.es/> ; <https://www.elmundo.es/eta/historia/>

<https://elpais.com/>

<https://www.lavanguardia.com/>

<http://hemeroteca.lavanguardia.com/>

<https://www.elcorreo.com/>

<https://www.abc.es/>

<https://www.laverdad.es/>

<https://www.20minutos.es/>

<https://www.lainformacion.com/>

Quotidiens régionaux :

<https://www.prensaescrita.com/euskadi.php>

<https://www.noticiasdegipuzkoa.eus/>

<https://www.eitb.eus/es/>

<https://www.elnortedecastilla.es/>

<https://www.elcorreogallego.es>

<https://www.diariodesevilla.es/>

<https://borrokagaraia.wordpress.com/>

Quotidiens français rapportant les actions du groupe :

<https://www.liberation.fr/>

<https://www.lexpress.fr/>

<https://www.lejdd.fr/>

Sources anglophones :

<https://www.theguardian.com>

<http://news.bbc.co.uk>

<https://www.reuters.com>

<https://www.telegraph.co.uk>

Les journaux en langue basque ou castillane :

<https://www.naiz.eus/>

<http://gara.naiz.eus>

<http://www.diariovasco.com/>

4. Les sources gouvernementales du ministère de l'Intérieur espagnol :

<http://www.mir.es/DGRIS>

<http://www.interior.gob.es/fallecidos-por-terrorismo>

5. Les documents produits par la gauche abertzale et l'organisation clandestine elle-même :

<http://www.abertzalekomunista.net/es/relato-historico/historia-del-mlnv/v-asamblea/documentos-v-asamblea>

<https://borrokagaraia.wordpress.com/acabas-de-llegar-empieza-aqui/>

<http://www.ehk.eus/es/v-asamblea-cast/revistas-v-asamblea-cast/4292-barneko-gora-beherez-1-1968-cast;>

<http://euskaletxeak.org/lemoiz/inicio.html>

Annexe 2

TABLEAU 4

Périodes	Total des actions	Nombre de morts
1959-1974	191	20
1975-1977	141	47
1978-1980	404	238
1981-1991	1504	377
1992-2001	431	140
2002-2009	229	17
2010-2018	3	0

Tableau 4. Nombre d'actions et de victimes mortelles selon les périodes de l'histoire d'ETA.

TABLEAU 5

Années	Actions entreprises	Nombre de morts
1976	2	2
1977	1	1
1978	3	2
1979	6	3
1980	10	6
1997	4	3
1998	6	5
1999	2	0
2000	11	7
2001	9	5
2002	2	1

Tableau 5. Comparaison des pics d'actions contre et des morts parmi le personnel politique espagnol.